

**PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL.**

**D**epuis plusieurs années, les populations du Moyen Orient et d'Afrique Orientale subissent de multiples conflits, provoqués et entretenus dans l'intérêt capitaliste de grandes puissances telles que la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, privant au passage ces peuples et leurs pays de leurs richesses, les laissant dans la misère, la pauvreté et le désarroi. Pour sauver leur vie, celles de leurs familles et se donner un avenir, des milliers de réfugiés ont fui ces conflits et les bombes, notamment occidentales, pour rallier l'Europe et en particulier l'Angleterre, injustement présentée comme un Eldorado alors qu'il s'agit d'un vivier de main d'œuvre bon marché et exploitée.

La France, l'Angleterre et les Etats-Unis (entre autres) portent une lourde responsabilité sur les flux migratoires, en menant des guerres sur fond d'intérêts économiques et en créant les conditions politiques pour priver les peuples du droit de disposer d'eux-mêmes, du droit de décider de ce qui répond à la satisfaction de leurs besoins et non aux intérêts économiques d'entreprises internationales, y compris françaises.

Sous prétexte d'imposer la démocratie à des populations qui seraient incapables de décider souverainement de leur avenir, les pays occidentaux dominés par les Etats-Unis font et défont les gouvernements au gré des intérêts du capital international. Du jour au lendemain, des Etats dont le régime autoritaire et anti démocratique ne justifiait pas, selon les diplomates occidentales, leur renversement, deviennent des ennemis à abattre au nom de la démocratie. C'est le cas de la Syrie qui est devenue une dictature à faire tomber, à partir du moment où son gouvernement a décidé que l'installation d'un pipeline qatari ne servait pas ses intérêts géopolitiques dans la région.

**Comment prétendre apporter la démocratie, lutter contre une dictature sanglante avec l'aide d'autres dictatures, des pétromonarchies qui font de l'esclavage des migrants la modalité de gestion de leur main-d'œuvre ?**

Face à cette vague migratoire, l'Union Européenne, au service des intérêts des firmes multinationales, a choisi la fuite en avant sécuritaire qui ne résoudra pas la crise des migrants.

En restreignant l'accès au droit d'asile et en rétablissant des contrôles à ses frontières, l'Union Européenne a permis aux réseaux mafieux de prospérer et d'exploiter la misère des réfugiés.

Ce faisant, elle a réservé la migration aux catégories les plus aisées ou les moins pauvres des pays en guerre et a accentué les inégalités parmi ceux qui souffrent.

Elle a semé la désespérance parmi les plus pauvres et contribue par cette injustice supplémentaire à l'impasse du fanatisme religieux.

Plus d'un million de demandes d'asile ; des centaines d'embarcations accostent chaque jour sur les plages grecques ; des dizaines de migrants meurent en mer pour échapper aux bombardements et à la misère sociale et économique.

En Loir et Cher, les voix les plus réactionnaires du département se sont élevées pour dénoncer l'invasion de quelques dizaines de migrants au cœur de la Sologne dans le but d'effrayer des populations durement éprouvées par la désindustrialisation et la désertification du territoire.

Ces élus de droite comme ceux qui gouvernent, au service de ceux qui décident de la mort sociale des travailleurs de



PHILIPS ou de FAURECIA à grands coups de plans de suppressions d'emplois, se gardent bien de dénoncer l'accumulation des profits des licenciés à l'origine de la dégradation des conditions de travail et de vie des travailleurs.

Ils se gardent bien de rendre publiques les sommes déversées par les collectivités dont ils ont la charge aux entreprises qui décident pourtant de licencier les salariés du département, de quitter le territoire en laissant des ruines ou d'imposer le chantage à l'emploi aux salariés de DELPHI,

CDM ou FAURECIA pour les contraindre à abandonner les conquêtes sociales gagnées par les luttes.

Comme les salariés, privés d'emploi, retraités et l'ensemble de ceux qui produisent des richesses captées par le capital et les actionnaires en Loir et Cher, les réfugiés et les salariés détachés partagent les mêmes revendications : à savoir, travailler librement pour satisfaire leurs besoins et décider souverainement de leur avenir dans leurs lieux de vie et de travail.

C'est par la solidarité de classe avec tous ceux qui sont exploités par le capital rapace, parasitaire et hégémonique, ici comme en Afrique et au Proche Orient, que nous améliorerons nos conditions de vie et de travail.

**Parce qu'il ne faut pas se tromper d'ennemi et parce que nous devons penser globalement et agir localement, mobilisons-nous ici, dans nos services, nos entreprises et nos territoires pour la satisfaction de nos revendications.**